

L'Algérie est-elle

Comme un célèbre stratège militaire et géo-politologue aimait à le dire « (...) Un pays a les frontières qu'il peut défendre ! ». Après la récente sécession du Sud Soudan, l'Algérie est devenue le premier pays d'Afrique en superficie, avec quelque 2,3 millions de kilomètres carrés. Nos villes frontalières de Timiawine, Tin Zawatene (ex-Fort Pierre Bordes) et en particulier In-Guezzam, qui se situe sous le 20e parallèle (1), s'enracinent au cœur du continent africain, nous assurant une présence géopolitique et stratégique unique dans le sous-continent africain. C'est d'ailleurs ce qui a conduit à la création de la 6e Région militaire (2) en 1975, dont le chef-lieu, installé provisoirement à In-Amguel (3), va définitivement se fixer à Tamanrasset (ex-Fort Laperrine), quelques années après.

A l'Ouest, la frontière tumultueuse algéro-marocaine s'étend du nord au sud sur quelque 1 230 km et a déjà inscrit à son actif une guerre chaude (4) et une guerre froide depuis l'indépendance de notre pays, et ce, malgré la signature de deux accords frontaliers bilatéraux (celui d'Ifrane et de Tlemcen). L'invasion du Sahara occidental (5) qui comprend trois provinces (le Rio de Oro, la Segouia el-Hamra et de Tarfaya) par le Maroc, après la «marche verte» de novembre 1975, a plongé les deux pays dans une situation de guerre larvée, suite à la signature des accords de Madrid, la même année, qui partage le Sahara occidental entre le Maroc (il occupe la Segouia el-Hamra, avec Layoune comme capitale) et la Mauritanie (elle s'empare de Tiris el-Gharbia, avec Dakhla comme capitale).

Cette frontière (6) n'a cessé d'être une source de tensions, en fonction de la conjoncture (7). La mobilisation permanente des forces armées opérationnelles des deux pays, tout au long de la frontière et dans des sites stratégiques, depuis plus de 35 ans, n'est qu'une preuve supplémentaire concrète de l'état de guerre qui règne à cette frontière (8). Le summum de cette tension fut l'attaque marocaine contre une colonne sanitaire de l'ANP à Am Gala (point d'eau à la frontière algéro-sahraouie) qui, suivie d'une réplique algérienne, a failli déclencher une seconde guerre en 1976 (plusieurs militaires algériens faits prisonniers vont passer plus de vingt ans, sans procès, dans les geôles marocaines).

La fermeture terrestre uniquement en 1994 n'est que le dernier soubresaut d'une longue série de relations belliqueuses, qui n'en finit pas

d'empoisonner nos relations bilatérales, régionales et internationales (9). Cette situation contraint l'Algérie de tenter de toujours maintenir, en sa faveur, un avantage militaire qualitatif et stratégique, influencée par le traumatisme de l'agression de 1963. Cette politique va impliquer un investissement conséquent, en moyens humains et matériels et en alliances géopolitiques, pour atteindre cet objectif (10). Enfin, il n'est plus possible, de nos jours, d'occulter les trafics de tous genres que cette «frontière fermée» génère et notamment celui des drogues (11).

Plus bas, se situe la frontière avec le Sahara occidental, longue de moins de 200 km, elle a néanmoins pris, depuis 1975, une sensibilité particulière après l'invasion par les FAR marocaines de la partie nord de ce pays (12) puis de son annexion totale. Le territoire algérien, de la région de Tindouf, étant le point de départ et de repli des groupes armés du Front

Polisario, lorsqu'ils lancent des raids, il est évident que le Maroc va considérer notre pays comme «partie prenante dans ce conflit armé» et réagir comme tel (construction des murs de défense), ce qui va se traduire par des accrochages entre les deux armées, en plus des raids meurtriers des Sahraouis. La menace la plus sérieuse mais n'a jamais été mise à exécution par le Maroc a certainement été l'annonce de l'utilisation, par les FAR, de leur «droit de poursuite», pour venir détruire les bases arrière de la RASD, installées, pour partie, sur le territoire algérien.

De toute évidence, cette décision aurait déclenché une nouvelle guerre totale algéro-marocaine, encouragée, d'ailleurs à cette époque, par certaines puissances occidentales, pourvoyeuses en armement. L'accord de paix signé à Alger, en août 1979, entre la Mauritanie et le Front Polisario, permet l'abandon des territoires sous sa souveraineté, immédiatement occupés par le Maroc. La diplomatie entre en jeu et baisse la tension d'un cran, à cette frontière, après la signature d'un plan de règlement ONU-OUA en 1991. La RASD (13) se fera reconnaître par une quarantaine de pays fortement appuyée en cela par l'Algérie. Ce plan de règlement, signé

entre la RASD et le Maroc, prévoit un cessez-le-feu et la libération de centaines de prisonniers marocains, sous l'égide des Nations-Unies, ainsi que l'ouverture de rounds de négociations (14), entre les deux belligérants (à Manhasset, USA), de manière à rapprocher leurs positions opposées, le Maroc prônant une large autonomie sous sa souveraineté et la RASD exigeant un référendum d'auto-détermination.

A l'est, le voisinage de la Tunisie (15) avec une frontière longue de quelque 750 km a posé soixante-douze (72) cas de revendications territoriales réduites, en plus de l'affaire dite «du km 101», qui trouveront, très rapidement, des solutions équitables. Par la suite, les tensions, à cette frontière, se sont fait sentir du fait des révoltes

présentaient comme un exemple de stabilité, vantant la Tunisie sahélienne florissante et cachant celle misérable à la frontière algérienne (17). Les institutions internationales et les pays occidentaux l'ont longtemps considérée comme l'exemple à suivre, pour le reste du monde arabe, ne tarissant ni d'éloges ni d'investissements en sa direction. Les pétromonarchies du Golfe ont également investi des capitaux considérables (expliquant ainsi l'accueil du président Ben Ali) dans l'économie tunisienne (hôtellerie de luxe, banques off-shore, services) et ont contribué à permettre ses prouesses économiques (7% de croissance du PIB, durant une décennie). Le niveau éducationnel de sa population, et notamment le statut de la femme, va également servir de point d'ancrage d'une campagne de prosélytisme, entièrement dévolue au mérite du président Ben Ali et relayée par tous les médias internationaux, pour justifier le soutien à son régime. Son intégration réussie (18) dans la mondialisation et notamment celle avec l'UE est

donnée comme exemple pour les autres pays de la région. Depuis le 20 janvier 2011, date de départ énigmatique du président Ben Ali (19) de Tunisie, la frontière algéro-tunisienne devient sensible car, en plus des trafics traditionnels, viennent s'ajouter ceux des êtres humains (dans les deux sens), des capitaux en liquide (20), des armes et des explosifs, obligeant notre pays à mobiliser des forces de sécurité additionnelles pour contrôler cette frontière, en attendant qu'un consensus national tunisien (élection d'une assemblée constitutive, d'octobre 2011) vienne reformater politiquement le pays et assurer sa stabilité.

Plus au sud-est, la frontière algéro-libyenne nous interpelle à plus d'un titre ! Longue de quelque 780 km, de Bordj Messaouda au nord (face à Ghadamès en Libye) à In Ezzane au sud de Djanet (ex-Fort Charlet), cette frontière stratégique puisqu'elle abrite, dans la hamada de Tinrhert, les gisements pétroliers de Zarzaitine et d'Hedjeleh, vit au rythme d'un conflit armé national internationalisé. En effet, en plus de la guerre civile intertribale (21), une coalition franco-britannique, munie d'un mandat onusien «élastique», obtenu à la hussarde et du soutien logistique déterminant de l'Otan

Par le Dr Mourad Goumiri, président de l'ASNA (*)

(commandement américain), s'est engagée directement dans le conflit, aux côtés d'une rébellion, coalisée autour d'un nébuleux CNT (22). Non contente d'avoir contribué au renversement du roi Idriss de Libye (23) et donc à l'avènement de M. Kadhafi (issu d'une tribu minoritaire), l'Algérie a, pendant très longtemps, consolidé le régime despotique libyen qui va se transformer en un règne absolu (24), après une répression féroce de toutes oppositions, faisant fi de la fragile société tribale libyenne qualifiée de «para-souveraineté». Mu par une volonté paranoïaque d'union avec ses «voisins arabes», M. Kadhafi va tenter, en vain, de signer des accords de fusion, tour à tour, avec l'Egypte, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie ! Ces échecs successifs vont l'amener à inaugurer une période de terrorisme d'Etat (attentat de Lockerbie et de l'UTA, annexion de la bande d'Aozou, au nord du Tchad, dans le massif du Tibesti) et de surarmement, entraînant une riposte américaine violente (bombardements de Tripoli) et un boycott international (la loi Damato) de dix années (de 1992 à 2003).

Réhabilité, après dédommagements généreux des victimes des attentats et extradition, pour être jugés et condamnés des auteurs de cet acte terroriste, M. Kadhafi va, ces dernières années, déployer une politique intensive d'entrisme en Afrique subsaharienne (25), inondant ces pays (26) de dollars (avec pour la partie visible, la Libyan Arab Foreign Investment Company (Lafico) et la Libyan Arab Foreign Bank (Lafb) et lançant le projet de communauté sahélo-saharienne en 1998 (Comessa), qui deviendra, en 2001, la CEN-SAD (27), projet essentiellement économique mais avec pour objectif stratégique la constitution des «Etats-Unis du Sahel» ! Cette politique va permettre à M. Kadhafi de signer, en juillet 2004, avec ces pays africains une convention de sécurité et un protocole relatif aux mécanismes de prévention, de gestion et de règlement des conflits. Transformant son essai, le 30 juin 2010, il organise à Tripoli une rencontre des ministres de la Défense des pays de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD), regroupant autour de lui, le Mali, le Tchad, le Niger, le Soudan et le Burkina Faso, mais en l'absence de l'Algérie et de la Mauritanie. En représailles, la Libye (comme le Tchad et le Burkina Faso) a refusé de siéger au Comité

Le summum de cette tension fut l'attaque marocaine contre une colonne sanitaire de l'ANP à Am Gala (point d'eau à la frontière algéro-sahraouie) qui, suivie d'une réplique algérienne, a failli déclencher une seconde guerre en 1976 (plusieurs militaires algériens faits prisonniers vont passer plus de vingt ans, sans procès, dans les geôles marocaines).